DM : une aventure missionnaire qui dure depuis 60 ans

La rencontre annuelle des trois Secrétariats Cevaa – DM – Défap nous donne l'occasion de parler d'un événement majeur pour DM : les célébrations de ses 60 ans. Six décennies d'histoire qui n'ont rien eu d'un fleuve tranquille, depuis une naissance au lendemain de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy jusqu'à une mue lancée au tournant de l'année 2018… En cette année 2023, DM a voulu fêter ses 60 ans avec ses divers partenaires, en Suisse, au Mexique, au Cameroun, et même avec les participants de l'Assemblée générale du Défap.



Le logo du soixantenaire de DM © DM

DM, c'est un peu le cousin suisse du Défap. Né durant la même période mais quelques années auparavant (en 1963, quand le Défap a été officiellement créé en 1971) ; œuvrant dans des milieux d'Églises similaires et invité comme le Défap aux Conseils et aux Assemblée générales de la Cevaa (DM est ainsi le département missionnaire des Églises de Suisse romande, quand le Défap réunit trois unions d'Églises protestantes françaises de tradition luthéro-réformée). Avec des modalités d'engagement et des visions très proches, une même pratique de

l’envoi de personnes, des zones d’intervention qui se recouvrent en partie… Et des défis communs. Tout comme le Défap, tout comme la Cevaa, DM est confronté depuis de nombreuses années à des évolutions des sociétés et des Églises européennes qui imposent de repenser les formes et les présupposés de la mission. DM a fait sa mue au cours de l’année 2018, transition qui s’est traduite dans le discours, avec la mise en avant du concept de réciprocité, ainsi que dans un nouveau logo et un nouveau slogan. Celle du Défap est toujours en cours… Et au bout de six décennies d’aventure missionnaire, DM, tout au long de l’année 2023, fête son anniversaire en partageant des gâteaux avec ses envoyés, ses Églises membres, ses partenaires à l’étranger : au Mexique, au Cameroun…

Lors de sa naissance, en 1963, DM regroupe huit Églises protestantes de Suisse romande (elles seront sept après la fusion entre l’Église libre et l’Église évangélique réformée du canton de Vaud). Mais l’organisme qui voit le jour a déjà toute une histoire qui le précède, celle des missions suisses, nombreuses et diversifiées – et avec déjà diverses tentatives pour les coordonner. Et sa naissance intervient dans un contexte bien particulier, celui des indépendances des pays anciennement colonisés : avec des implications profondes sur la conception de la mission, comme en témoigne le slogan-programme « La mission de partout vers partout » inventé lors de la conférence mondiale mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises de Mexico. Une conférence réunie du 8 au 19 décembre 1963… soit quelques semaines à peine après la naissance officielle, le 23 novembre, de DM.



Un projet soutenu par DM au Bénin © DM

Avec la fin de l'ère coloniale, les Églises locales issues des missions européennes s'émancipent ; les thématiques portées par les organismes missionnaires évoluent : on parle de dialogue interreligieux et interculturel avec le Tiers-Monde, d'œcuménisme, de partenariat, de projets de développement… Les échanges doivent se faire désormais entre égaux. À sa création en 1963, le DM compte 300 missionnaires dans 23 pays. En 1967 a lieu à Neuchâtel le premier cours de formation missionnaire de DM. Mais déjà pointent des inquiétudes sur une crise des vocations…

En 1971, à la création de la Cevaa et du Défap, nés tous deux de la Société des missions évangéliques de Paris, les Églises membres de DM, par son entremise, s'impliquent dans la nouvelle Communauté d'Églises. Un fonds commun est créé par DM et deux autres organismes suisses, PPP (Pain Pour le Prochain) et l'EPER, pour coordonner les campagnes et les récoltes de fonds. Ce qui débouchera sur un rapprochement durable, incluant bientôt la KEM (Coopération des Églises et Missions évangéliques en Suisse), qui donnera lieu au projet « Terre

Nouvelle ». Ce projet aura son propre comité de coordination, ses animateurs cantonaux, son journal, jusqu'à envisager, au fil des ans, une complète fusion de ses organismes membres dans une entité unique. Espoir avorté en 2002… Mais entretemps, les Églises suisses, leurs envoyés et leur service missionnaire auront vécu tous les soubresauts d'une histoire internationale agitée : la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le génocide rwandais… mais aussi la création du service civil à l'étranger, un nouveau statut qui permettra d'apporter une nouvelle vitalité à l'échange de personnes porté par DM dans son réseau d'Églises.



Le gâteau offert par le délégué de DM lors de l'AG du Défap © Défap

En 60 ans, ce sont près d'un millier de personnes qui se sont engagées comme envoyé.es auprès de DM, pour tisser des liens et renforcer la solidarité entre Églises de divers pays, avec

le but affiché de rendre concrètes « l'humanité solidaire » et « l'Église universelle ». DM agit aujourd'hui dans l'agroécologie, l'éducation et la théologie en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, dans l'océan Indien et en Suisse. Il mène des projets dans plus d'une quinzaine de pays, et regarde résolument vers l'avenir : il s'implique dans le dialogue entre Églises issues de cultures différentes, soutient des organismes qui mènent des réflexions et proposent des solutions aux défis de notre temps : tels le Secaar (développement durable et droits humains), l'Institut Al Mowafaqa (dialogue interreligieux). Le point d'orgue de cette année de célébrations des 60 ans de DM est prévu le 18 novembre 2023, à la cathédrale de Lausanne.

Entretenir le lien par-delà les frontières

La session de formation 2022 des envoyés du Défap a débuté ce lundi 4 juillet. À cette occasion, nous faisons le point sur un aspect crucial : les nouvelles et les relations entretenues tout au long de leur mission. Ce qui permet à la fois d'assurer leur suivi par le Défap, et d'inscrire leur engagement individuel dans une histoire collective.



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Ils sont onze, cette année, à participer à la session 2022 de formation des envoyés. C’est pour eux l’aboutissement d’un parcours déjà long, depuis les premiers entretiens. Dans quelques semaines, quelques mois, ils seront à pied d’oeuvre sur le lieu de leur mission. Tout commencera alors véritablement pour eux. Depuis la France, ils seront accompagnés par le Défap, qui pourra les aider notamment sur le plan administratif. Il y aura des visites des permanents du Défap chargés des envoyés, mais elles seront ponctuelles ; il est donc crucial pour eux de donner de leurs nouvelles.



Ouverture de la session 2021 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Pourquoi communiquer ?

- **Assurer le suivi**

Donner des nouvelles, c'est important pour les envoyés, et c'est important pour le Défap. Cela fait pleinement partie de leur mission, ce n'est nullement accessoire. Partir comme envoyé, même pour quelques mois, cela suppose plein d'impondérables, des choses que l'on ne peut pas toujours anticiper ; ou alors, des choses que les permanents du Défap peuvent prévoir, parce qu'ils en ont l'expérience, mais qui peuvent sur le moment surprendre les envoyés arrivant sur le lieu de leur mission ou les déstabiliser. Ils auront besoin de pouvoir échanger régulièrement avec les permanents du Défap sur leur mission, leur pays d'accueil, leur adaptation personnelle ; et il faudra pouvoir parler des problèmes qui se poseront au bon moment, avant qu'ils ne grossissent ou ne débouchent sur d'autres problèmes.

- **Communiquer en interne**

Les nouvelles fournies par les envoyés servent aussi, à titre interne, pour donner des informations aux instances du Défap. Ce qui ne leur est pas directement utile et ne concerne pas directement le suivi de leur mission, mais pourra faire évoluer les pratiques ou les choix du Défap pour les années suivantes, en fonction du contexte que les envoyés décriront, des relations qu'ils noueront sur place… Il est important de penser à ceux qui viendront après eux, et qui prendront peut-être directement le relais de leur mission.

- **Communiquer en externe**

Au-delà, ces nouvelles aident le Défap à construire sa communication externe. Il s'agit bien de « construire », car c'est un travail qui se fait en commun, entre les personnes chargées de leur suivi et celles chargées spécifiquement de la communication. Cet aspect de communication externe n'est pas quelque chose qui est propre au Défap : beaucoup des organismes qui proposent des missions de volontariat utilisent des témoignages pour leur communication. Parce que ça donne de la vie, des visages aux missions ; parce que c'est une communication plus naturelle et plus efficace que la communication strictement institutionnelle.



Envoyés du Défap partis en 2015

Vers qui communiquer ?

Dans le cadre d'une communication classique d'ONG ou d'organisme gouvernemental, la cible est large : il s'agit du grand public, dans la tranche d'âge concernée par le volontariat. Il s'agit de motiver l'engagement des potentiels volontaires. La caractéristique du Défap, c'est qu'il s'agit d'un service d'Églises. Les envois de volontaires et les missions s'effectuent donc dans un cadre légal laïc, mais dans un milieu d'Églises. Il s'agira de missions liées à l'enseignement, à la santé ou au développement, qui s'exercent au sein de projets mis en place par des Églises ; sachant que dans nombre de pays au sein desquels les envoyés seront amenés à travailler, les Églises ont un rôle social incontournable.

- **Un cadre légal laïc, un milieu d'Églises**

La communication est donc destinée prioritairement à ce milieu d'Églises ; et en premier lieu les Églises de France dont le Défap est le service missionnaire, pour lesquelles les envois

de volontaires sont une des formes privilégiées, parmi les plus visibles, des relations avec les Églises d'autres pays. Il peut y avoir une forme d'allers-retours, et les articles du site du Défap peuvent être utilisés, une fois publiés, par les Églises qui les accueillent pour assurer leur propre communication.

Dans ce cadre, celui d'échanges entre Églises, il est important de garder à l'esprit que l'envoi lui-même est déjà une forme de communication. Pour l'Église qui les accueillera, ils porteront un peu de l'image du Défap ; et c'est parce que des relations entre des communautés humaines différentes, qui sont des Églises situées dans différents pays, ont été nouées et entretenues au fil des années, que les envoyés peuvent être accueillis et bénéficier du soutien de l'Église d'accueil. La communication autour des envoyés a notamment pour but de donner des nouvelles de ces relations entre communautés par-delà les frontières : elle les inscrit dans une histoire, dont ils sont bénéficiaires.

Cette partie communication a toujours représenté un aspect important de la mission (ce terme que l'on retrouve aujourd'hui encore dans le nom du Service protestant de mission). L'ancêtre du Défap, la SMEP, avait d'ailleurs une importante activité éditoriale et publiait notamment un « Journal des Missions ».

- **Valoriser l'expérience du volontariat**

Enfin, ces témoignages peuvent aussi servir pour la suite de la vie des envoyés. La plupart d'entre eux n'envisagent probablement pas de faire toute leur vie et leur carrière à l'étranger ; au moment où ils rentreront en France, se posera la question de valoriser leur expérience de volontaire. Pour cela, les témoignages diffusés par le Défap peuvent aider un futur employeur à mieux comprendre ce qu'ils auront fait dans le cadre de leur mission, les compétences dont ils auront fait preuve ou qu'ils auront su développer ; et de tels témoignages

peuvent surtout illustrer leur capacité d’adaptation, leur capacité à évoluer dans des contextes différents.

Couloirs humanitaires : un premier bilan de l’accueil des migrants

Pour la première fois, une étude fait le point sur ce projet visant à accueillir en France des personnes particulièrement vulnérables ayant fui la Syrie ou l’Irak, via le Liban : profil des familles accueillies, conditions d’hébergement, problèmes rencontrés, parcours administratif… Cette initiative, calquée sur le modèle italien, met en lien plusieurs associations œcuméniques dont la Fédération de l’Entraide Protestante (FEP) et la Fédération Protestante de France (FPF) ; elle est soutenue par des Églises constitutives du Défap comme l’Église protestante unie de France (EPUdF) et l’Union des Églises protestantes d’Alsace et de Lorraine (UEPAL) qui se sont mobilisées pour trouver des solutions d’hébergement et d’accompagnement, et une envoyée du Défap, Soledad André, a participé au projet à Beyrouth en tant que chargée de mission de la FEP.



Départ de Beyrouth de sept familles syriennes, 26 février 2019 (Soledad André, envoyée du Défap, est la deuxième à droite) © Communauté de Sant'Egidio

«Si l'Europe ne peut pas protéger ceux qui sont en difficulté (…), qui ont pris la mer à la recherche d'une vie meilleure, elle aura perdu son âme, en plus de son cœur.» **Cet extrait d'un courrier envoyé le 8 août 2019 à la Commission européenne** par l'Italien David Sassoli, président du Parlement européen, en dit long sur les tensions politiques entourant le sort des migrants, alors que les ports se ferment face aux navires affrétés par des ONG pour leur venir en aide.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, au cours de l'année 2011, plus de 5,6 millions de personnes ont fui le pays, selon les chiffres du HCR (le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu). Les plus jeunes étant les plus vulnérables : les enfants syriens vivent la plus grave crise humanitaire au monde, selon le fonds des Nations Unies pour l'enfance

(Unicef), qui déplore des milliers de morts, de blessés, de handicapés et de traumatisés. Selon les Nations Unies, pas moins de 731 000 enfants syriens sont actuellement privés d'école. Les trois pays ayant accueilli le plus grand nombre de ces réfugiés sont la Turquie, le Pakistan et le Liban. Les pays européens, pour leur part, contrôlent leurs frontières et n'acceptent les demandes d'asile qu'au terme de procédures longues, complexes, le plus souvent illisibles pour les nouveaux arrivants. Alors que le Liban, avec ses 4 millions d'habitants, accueille environ 1,5 million de réfugiés, l'UE dans son ensemble a accepté 538 120 demandes d'asile en 2017 (un tiers provenant de Syriens), dont 60% pour la seule Allemagne. La France, deuxième pays accueillant le plus de réfugiés en Europe, n'a accepté que 40 575 demandes ; l'Italie 35 130.

Jamais le risque n'a été aussi élevé pour les migrants en Méditerranée

Mais pendant que sont établies des procédures régulières d'asile, la fermeture des frontières européennes empêche les réfugiés de faire valoir leurs droits à ces mêmes procédures. Ce qui pousse à l'ouverture de «routes de l'exil» de plus en plus dangereuses. La «route des Balkans» est aujourd'hui considérée comme infranchissable. Celle via la Méditerranée, marquée par de multiples naufrages de bateaux surchargés, est de plus en plus étroitement surveillée. L'Onu a ainsi averti le 9 juin dernier que le risque pour les migrants de mourir dans la Méditerranée n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui : d'une part en raison du faible nombre de bateaux désormais présents pour les aider, d'autre part à cause du regain de tensions en Libye, qui favorise les départs. «Si nous n'intervenons pas vite, il y aura un bain de sang en Méditerranée», **a prévenu Carlotta Sami**, porte-parole de

l'agence pour les réfugiés de l'ONU, citée par le *Guardian*.

D'où l'initiative des couloirs humanitaires. Un programme directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée… Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent en France qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, **Soledad André**, a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que **chargée de mission de la FEP**.

Le long parcours des demandeurs d'asile

La FEP et les associations partenaires du projet ont **publié une première étude** sur les familles arrivées en France depuis juillet 2017. Cette étude, réalisée en 2018, révèle que 65% des familles accueillies sont satisfaites de leur hébergement en France. Toutefois, si 83% des familles ont enregistré leur

demande d’asile 15 jours après leur arrivée en France comme prévu dans le protocole, près de la moitié de ces familles n’a pas été entendue par l’Ofpra (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) durant les trois premiers mois suivant leur arrivée en France. Les réfugiés bénéficiaires de cette action ont indiqué que leur niveau de français de départ a pu évoluer positivement, de même qu’ils ont bien reçu l’accès aux soins gratuit. On ne leur propose toutefois pas encore d’activités sociales rémunérées.

L’étude relève aussi des points d’amélioration : assurer l’accès à un accompagnement social et administratif de qualité, respecter les délais fixés par le protocole, assurer un accès rapide aux soins, améliorer l’accès au cours de français, au bénévolat, à la formation et au marché du travail…

Liban : accompagner les réfugiés

Soledad André, envoyée du Défap au Liban, est chargée de mission pour la Fédération de l’Entraide Protestante. Elle travaille dans le cadre du projet des «couloirs humanitaires», créés par un protocole signé entre l’État français et cinq partenaires issus du milieu des Églises, afin de permettre la venue en France, par des voies légales, de réfugiés particulièrement vulnérables. Son rôle : accompagner ces familles syriennes ou irakiennes au long du parcours qui leur permettra d’être accueillies et

hébergées en France. De Beyrouth à Paris ; du consulat, où sont déposées les demandes de visas humanitaires, jusqu'à l'atterrissage à Roissy.



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Accompagner des familles qui ont fui la Syrie ou l'Irak, avant de se retrouver au Liban – à Beyrouth, Tripoli, Saïda, ou dans l'un des camps de réfugiés de la Bekaa ou du Akkar : telle est la mission de Soledad André. Il faut aider à constituer des dossiers pour obtenir du consulat un visa humanitaire, et pour cela reconstruire des récits, des parcours jalonnés de violences et de traumatismes. Une fois obtenu ce précieux visa, accordé en priorité aux personnes les plus vulnérables, il faut aussi organiser les conditions d'accueil des familles en France, puis les accompagner dans l'avion qui les emmène vers Roissy…

Soledad André est chargée de mission pour la Fédération

de l'Entraide Protestante (FEP), et s'occupe du projet des «couloirs humanitaires». Après la formation au départ suivie au siège du Défap, à Paris, elle a rejoint le Liban. Le projet sur lequel elle travaille, directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio, est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Cette action humanitaire s'adresse à toutes les personnes en condition de vulnérabilité, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée…

Quel est votre rôle dans le projet des «couloirs humanitaires» ?

Pour aller plus loin :
• *Les couloirs humanitaires, qu'est-ce que c'est ? Explications sur le site de la FPF*
• *Accueil des réfugiés : le modèle italien, article sur le site de la Cevaa*

Soledad André : Mon rôle au Liban se répartit entre visites aux familles de réfugiés et aide à la constitution des dossiers. Comme ces familles sont

présentes en plusieurs points du territoire libanais, je passe en général trois jours par semaine dans la capitale, et deux hors de Beyrouth – une journée dans le Nord, et une journée au Sud, dans la plaine de la Bekaa. Ces familles peuvent être hébergées en divers lieux : dans des camps de réfugiés palestiniens, par exemple, qui sont installés depuis longtemps et qui ont eu le temps de s'organiser, avec beaucoup de bâtiments qui sont aujourd'hui construits en dur. Ou dans des camps plus récents gérés par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, où les familles sont hébergées sous des tentes… On en trouve aussi au sein du tissu urbain, dans des quartiers pauvres de Beyrouth, à Saïda… Je suis chargée des premiers entretiens, des visites aux familles, de la préparation pour les entretiens au consulat… Cette étape est cruciale. Il s'agit d'aider les réfugiés à organiser leur récit, raconter ce qu'ils ont vécu… Puis, une fois leur dossier constitué et traduit, il faut les accompagner dans la demande de leur visa humanitaire. Deux jours par mois, je suis ainsi avec ces familles au consulat… Enfin, il y a les réunions d'équipe où nous discutons des dossiers, cas par cas, et les rencontres avec d'autres associations, pour essayer de nouer des liens sur le terrain. Nous sommes ainsi en contact avec beaucoup d'ONG locales qui nous font remonter des informations sur des cas de familles réfugiées au Liban qui pourraient entrer dans le cadre de ce programme.

C'est un processus long, plein de rebondissements. Il mobilise du monde ici, au Liban (je travaille au sein d'une équipe de six membres : quatre Italiens, un Syrien, et moi), mais aussi en France, où il faut

organiser l'accueil et l'hébergement des familles. En toute fin de processus, il faut organiser le voyage en France, et j'accompagne les familles dans l'avion, jusqu'à Roissy, où nous attend un comité d'accueil. Nous essayons d'organiser des départs groupés d'au moins une trentaine de personnes (y compris les accompagnateurs), et nous avons des accords avec Air France pour limiter le prix de ces voyages. Récemment, François Clavairoly, le président de la Fédération Protestante de France, partenaire du projet, est venu nous rendre visite à Beyrouth.

Une fois partis du Liban, quel est le parcours de ces réfugiés ? Certains sont accueillis en Italie, à l'origine des «couloirs humanitaires», d'autres en France…



Soledad André (à gauche) avec deux des membres de son équipe © Soledad André pour Défap

Soledad André : Dans le cas de l'Italie, pionnière en la matière avec un accord signé entre diverses Églises et l'État dès 2016, ces familles sont accueillies dans

des appartements, c'est un peu du logement social ; et il n'y a aucune aide publique, tout est financé par les Églises. En France, où un protocole a également été signé en 2017, la situation est un peu différente : ce sont des collectifs de volontaires qui se mobilisent pour organiser l'accueil des réfugiés. Il faut non seulement les loger, mais aussi les aider dans leurs démarches, aider à la scolarisation des enfants, accompagner les familles à la préfecture, auprès des diverses administrations, à l'hôpital… Il faut aussi traduire : ces réfugiés ne parlent souvent qu'arabe, parfois anglais, très peu français. Et il faut également leur permettre d'avoir des cours de français… Ces familles d'accueil, ces collectifs de volontaires ne reçoivent aucune rémunération ; ils accompagnent les réfugiés en général pendant une année, le temps qu'ils obtiennent leurs papiers. C'est un projet qui crée de nouvelles dynamiques de solidarité entre les gens, et qui peut parfois bénéficier à d'autres personnes que les réfugiés eux-mêmes : des collectifs montés dans certains villages pour recueillir des vêtements en faveur de familles de réfugiés, ont ainsi pu étendre leur action à des personnes vivant dans la rue.

Qu'est-ce qui a motivé votre engagement au Liban ?

Soledad André : J'avais depuis longtemps un intérêt prononcé pour le Moyen-Orient, ainsi que pour la langue arabe. J'ai fait mes études à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux, section Études Internationales, où j'ai suivi un Master «Gestion des risques dans les pays du Sud» . Aussitôt après, je suis partie six mois en Jordanie pour y apprendre l'arabe. J'ai cherché dès

lors à travailler dans la région. Je me suis impliquée, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale), au sein d'Asmae – Association Sœur Emmanuelle, où j'ai été chargée d'un projet d'appui éducatif et psychosocial auprès des familles syriennes présentes au Liban. J'ai aussi fait plusieurs stages en Palestine et un séjour en Égypte. Aujourd'hui, de suis chargée de mission pour la FEP. À l'avenir, j'envisage de continuer à travailler sur la problématique des migrants et des réfugiés. Peut-être en postulant auprès du HCR… ou peut-être me rapprochant de la Cimade.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

«Les envoyé-e-s sont une banque de données de l'interculturalité»

Partir comme envoyé-e, laisser sa vie et ses habitudes derrière soi pour aller à la découverte de l'autre, d'un autre pays, d'une autre histoire, d'une autre culture, c'est une aventure qui change une vie. La «session retour» commune organisée par DM-échange et mission, la Cevaa et

le Défap a permis de voir les traits communs dans les parcours de celles et ceux qui sont parti-e-s grâce à ces trois organismes. Rencontres avec trois de ces envoyé-e-s : Jérémie Vercier, parti avec le Défap ; Rija Rabemananjara, envoyé Cevaa ; et Agnès Thuégaz, envoyée de DM-échange et mission.



Photo de groupe de la session retour commune © DM-échange et mission

«J’avais envie de me mettre au service de l’autre»



Jérémie Vercier © DM-échange et mission

Défap
Jérémie Vercier

C’est à 21 ans que Jérémie Vercier a posé les pieds à Madagascar dans le cadre d’un service civique de dix mois. «J’avais envie de me mettre au service de l’autre. J’avais fini ma formation, le Défap proposait un an de travail à Madagascar et c’était dans mes compétences.» Au Centre accueil des enfants orphelins et démunis Akanisoa, à Antsirabe, qui compte une vingtaine d’enfants âgés de 7 à 17 ans, Jérémie s’attendait à faire de l’animation. «Je suis électricien et j’ai pas mal animé de camps et groupes d’enfants.» Mais comme Akanisoa a besoin d’un instituteur pour ses petites classes, CP et CE1, le jeune homme se met à la tâche. Avec plaisir. «J’ai reçu

une famille là-bas. Pour les plus âgés, j'étais le grand frère et pour les petits, j'étais le papa», raconte-t-il avec émotion. «Le jour de la Fête des pères, tous les enfants m'ont apporté un cadeau. J'ai craqué, c'était fort !» Installé dans cet orphelinat luthérien, Jérémie a rejoint une communauté francophone pour vivre sa foi. «D'abord, il y avait la barrière de la langue. Ensuite, le culte me semblait trop différent de ce à quoi j'étais habitué. Ça n'allait pas le faire.»

Durant cette expérience positive et enrichissante, Jérémie est heureux. «J'étais convaincu d'être à ma place. Je n'allais pas tout révolutionner, non. Mais j'ai fait ce que je pouvais faire.» Après dix mois, Jérémie remet le cap sur le sud de la France où vit sa famille. «Le retour a été compliqué. La France ne s'était pas arrêtée de tourner pendant un an. Je me suis confronté au fait que je n'avais plus ma place.» Au sein même de l'Église où il s'attendait à pouvoir raconter son vécu, Jérémie ne reçoit pas l'accueil escompté. «J'ai donné mon témoignage une seule fois ! J'étais parti, tout le monde était au courant, mais j'ai fini par me demander ce que les gens en avaient à faire…» Sa place retrouvée, Jérémie, 25 ans, qui vit aujourd'hui à Pontarlier, s'implique dans un groupe de jeunes. En été 2019, ce dernier devrait prendre le chemin de la Thaïlande pour travailler au sein d'un orphelinat. «Le Défap nous soutient grâce à un séminaire d'aide à la préparation au départ», précise le jeune homme.

«Contribuer au changement»



Rija Rabemananjara © DM-échange et mission

Cevaa
Rija Rabemananjara

C’est suite à la venue d’un groupe italien à Madagascar, en 1992, que Rija a eu la première opportunité de partir en Europe. Avec la Cevaa, l’envoi s’est déroulé en Sicile de 1996 à 1999. Le 2e envoi, de 2010 à 2016, s’est mis en place via la Cevaa au Bénin où Rija, agronome, a travaillé en qualité de conseiller formateur en gestion de projets au sein de l’EPMB

(Église protestante Méthodiste du Bénin). «Le processus de préparation a été extrêmement important, se souvient-il. Les relations avec la Cevaa et l'EPMB par mail et téléphone m'ont mis progressivement dans le bain. Pour savoir avec qui j'allais travailler et ce qui se passait sur le terrain.» A leur arrivée au Bénin, Rija et son épouse se sentent rapidement à leur place. «On a été bien reçus et encadrés pour s'insérer dans le tissu social.» C'est nettement moins évident pour leur fils alors âgé de 9 ans qui a de la peine à trouver ses marques. «A l'école, il était traité de «petit blanc». Il a été malmené quand le sujet de l'esclavage a été abordé et a eu de vrais moments de déprime.» Avec le soutien de l'EPMB, Rija et sa famille déménagent à Cotonou où se trouve une communauté malgache. «C'était ce qu'il fallait faire : à partir de là, ça c'est bien passé.»

En plus d'un enrichissement en termes de compétences et d'expériences professionnelles, Rija et sa famille ont vécu une expérience humaine personnelle qu'ils considèrent tous trois comme «un trésor». Vivre six ans dans un pays d'Afrique de l'Ouest leur a permis de dépasser les clichés. «Cerains Malgaches cultivent un sentiment de supériorité par rapport aux Africains et aiment affirmer qu'ils sont, eux, Asiatiques.» Au Bénin, Rija a constaté que pas mal de choses fonctionnent mieux au Bénin qu'à Madagascar. «Chez nous, on ne se presse pas trop, c'est le moramora. Au Bénin, tout le monde court partout !»

Au final, le Malgache a aimé ce temps d'envoi où il s'est senti là pour «apporter ce que je pouvais

apporter et contribuer au changement.» Mais pour lui aussi, le retour a été ardu. «Lors du retour de nos deux envois, en Italie et au Bénin, j'ai été déçu. J'avais l'impression que mon Église FJKM avait oublié que j'ai été envoyé dans le cadre d'un partage de ressources entres églises membres de la Cevaa. Personne ne m'a demandé comment c'était…» Désormais installé dans la Grande Île, Rija garde des liens forts avec la Sicile, l'EPMB et la communauté malgache de Cotonou. Et il travaille pour la FJKM où il coordonne les interventions de DM-échange et mission à Madagascar.

«Une aventure de six ans»



Agnès Thuégaz © DM-échange et mission

DM-échange et mission
Agnès Thuégaz

«Dix-huit mois pour se préparer, trois ans sur place et dix-huit mois pour se sentir de retour : c'est une aventure de six ans !» Voici comment Agnès Thuégaz, une Valaisanne envoyée avec son mari Patrick et leurs trois enfants au Cameroun, résume son envoi. Avant d'entrer dans les détails. «Avant notre départ ma vision de la mission était forcément située, conditionnée par mon point de vue d'occidentale. Pendant les trois ans à Bafoussam, je me suis souvent questionnée sur mon rôle d'envoyée de DM-échange et mission. De quoi étais-je porteuse ? Ou complice ? J'ai réalisé qu'une relecture des relations liées à la colonisation était nécessaire, autant au Nord qu'au Sud.» De retour en Suisse, Agnès achève sa formation de pasteure et réalise aujourd'hui que son envoi est «métabolisé», comme elle dit. «Il fait partie de moi, de ma vie. La mission, je n'ai pas envie de la dire, mais de la vivre. Etre prête à la vivre avec quiconque au Sud comme au Nord à la lumière de l'Évangile dans une relation basée sur le respect et la confiance.»

A son retour et à de multiples reprises, la famille au complet a raconté, expliqué et témoigné de son vécu camerounais. «Les enfants ont mis et remis leurs pagnes, mais là ça fait partie de nous. Quand l'un de nous en a envie, on se fait une soirée camerounaise et on parle !» Consciente que chacune et chacun a vécu les choses différemment, elle apprécie de s'être laissée

travailler par l'équilibre du donner et du recevoir. «Par moments, on a presque trop donné. Et à d'autres moments, on a tellement reçu.» Des dons et des échanges que la famille Thuégaz vit encore grâce aux forts liens d'amitié tissés sur place.

Sylviane Pittet
DM-échange et mission

Madagascar : à la découverte d'un pays, d'une culture, et de soi-même

Comment décide-t-on de partir en mission avec le Défap ? Les motivations peuvent être nombreuses, les facteurs déclencheurs multiples… Une chose est sûre : c'est une aventure dont les envoyés du Défap sortent transformés. Et qui aura des implications à long terme dans leur vie personnelle, professionnelle, ou spirituelle. Rencontre avec Mahieu Ramanitra, envoyé en tant que VSI durant l'année 2017-2018. Il a travaillé au sein du département Éducation de la direction

nationale des écoles de la FJKM ; et il est parti à la recherche des racines de la famille de son grand-père à Madagascar.



Mahieu Ramanitra dans le jardin du Défap, à Paris, après son retour de mission © Défap

Quelles étaient vos motivations pour partir en mission à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : **Les motivations pour partir, ce n'est jamais simple ; c'est un ensemble… Je faisais une pause dans mes études. J'ai fait trois ans de prépa littéraire avant d'intégrer l'École Normale Supérieure (ENS) de Lyon en Master Lettres Modernes. J'étais en année de césure entre M1 et M2. Pendant mon année de Master 1, j'avais été sensibilisé à la situation de réfugiés arrivés en France : j'avais donné des cours de FLE (Français Langue Étrangère) via une association étudiante, *Itinerens*, qui s'était montée suite à l'arrivée de migrants, pratiquement au moment où j'intégrais l'ENS. Je m'étais aussi rapproché d'une autre association, *Terre d'ancrages*, qui apporte un**

soutien matériel et scolaire à des migrants.

Outre cette ouverture, j'avais ce vieux rêve d'aller à Madagascar. Mes parents m'avaient toujours promis de m'y emmener. Finalement, j'ai pris les devants… J'ai toute une partie de ma famille, du côté d'un de mes grands-pères, qui vit encore là-bas. C'est de lui que je tiens mon nom, «Ramanitra», typiquement malgache. Ce grand-père avait une dizaine de sœurs qui ont eu des enfants : j'ai donc aujourd'hui une nombreuse famille à Madagascar. Ça représente dans les 70 personnes auxquelles je suis directement apparenté. Ce voyage a été pour moi l'occasion de renouer des liens, de participer à tout un rassemblement familial… Mon séjour s'est articulé entre ma mission pour le Défap, la découverte de ma famille malgache que je ne connaissais pas, et la découverte de l'île.

Pour aller plus loin :

- *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
- *Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours*
- *Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner*
- *L'enjeu du français à Madagascar*
- *Carnets de route à Madagascar*
- *Madagascar après les «vacances de peste»*

Comment s'est déroulée votre mission ?

Mahieu Ramanitra : **Avant de prendre contact avec le Défap, j'avais envisagé de débarquer directement à Madagascar ; et une fois là-bas, de travailler comme**

bénévole dans une association. J'avais déjà à cœur d'aider mon prochain… Puis, un cousin m'a parlé des missions que proposait le Défap à Madagascar. J'ai pu partir en ayant le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au cours de l'année 2017-2018. J'ai travaillé au sein du département «Éducation» de la direction nationale des écoles de la FJKM (l'Église de Jésus-Christ à Madagascar).

Ma fiche de poste me laissait une grande latitude ; j'ai vraiment défini les contours de ma mission une fois sur place. C'est une liberté qui peut parfois désarçonner, mais qui me convenait très bien. Dans un premier temps, j'ai travaillé surtout en renforcement de l'équipe de la direction des écoles de la FJKM. Je m'occupais principalement de la coordination de projets, de réunions ; j'assistais souvent la directrice, par exemple lors de formations ponctuelles ; j'ai aussi participé au lancement d'une revue et d'un site internet… J'ai même eu l'occasion de travailler sur un discours pour le président de la FJKM.

Dans un deuxième temps, j'ai travaillé davantage sur la formation des enseignants. Ce qui m'a donné l'occasion de sillonner tous les pourtours de l'île à l'occasion de diverses sessions… J'ai travaillé notamment avec le pôle «Formation continue», qui est financé par DM-échange et mission, l'équivalent suisse du Défap. Ces sessions étaient préparées à chaque fois par les directeurs régionaux, qui rassemblaient tous les enseignants disponibles sur deux journées, l'une consacrée aux écoles primaires, l'autre au secondaire.

Que retirez-vous de votre séjour à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : **J'en ai retiré beaucoup de choses pour mes études : en matière de pédagogie, dans mon travail sur la langue, l'interculturel ; et aussi sur la communication non-violente. Sur le plan personnel : je sais comment prononcer mon nom à la manière malgache ; je me suis découvert une nouvelle famille, que je ne connaissais pas… J'ai découvert toute la richesse de ce socle culturel que partagent tous les Malgaches, notamment dans le domaine de la musique et des chants. Ma vision du monde et mes réflexions personnelles aussi ont évolué : sur la question de la pauvreté, par exemple… Je me suis souvent fait la réflexion que le contraire de la pauvreté n'est pas la richesse, mais la dignité. Même chose sur les questions de non-violence, de démocratie, ou encore d'écologie.**

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

En dialogue par-delà les frontières, de Brazzaville à Strasbourg

Faciliter les échanges de professeurs de théologie fait partie des missions du Défap : à travers leurs voyages, à travers leurs rencontres avec d'autres professeurs ou étudiants, ce sont des approches différentes qui entrent en dialogue et s'enrichissent mutuellement. Rencontre avec le pasteur Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, venu en France pour une douzaine de jours afin de resserrer les liens avec la Faculté de théologie protestante de Strasbourg.



Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, au début de son

séjour en France, dans le jardin du Défap © Défap

Défap : Dans quel cadre s’inscrit votre venue en France ?

Alphonse Loussakou : La décision en a été prise à la suite d’un séjour en France du Dr. Laurent Gaston Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville – une Faculté qui est gérée par l’Église évangélique du Congo (EEC). Dès son retour, il a réuni tous les enseignants lors d’un Conseil de la Faculté, pour évoquer avec nous les moyens de développer le partenariat avec la France, et en notamment, dans le cas qui m’occupe aujourd’hui, avec la Faculté de Strasbourg. Il existe déjà des collaborations entre enseignants chercheurs, par exemple avec l’Institut de Théologie Protestante, présent à Paris et Montpellier, mais il s’agissait d’aller au-delà en essayant de mettre en place davantage d’échanges d’enseignants avant, peut-être, des échanges d’étudiants. J’ai moi-même eu l’occasion d’étudier à l’Institut Protestant de Théologie de Montpellier avant d’être enseignant. Rémi Gounelle, professeur d’Histoire de l’Antiquité chrétienne à Strasbourg, est déjà venu chez nous ; ainsi qu’un enseignant de Montpellier, Élian Cuvillier, qui était alors venu pour des interventions sur le Nouveau Testament.

Parlez-nous du paysage religieux au Congo : qu’y recouvre le protestantisme ?

Pour aller plus loin :

• *Le point sur le Congo-Brazzaville et sur les actions du Défap*

• *Un voyage pour «toucher du doigt les réalités de la vie au Congo»*

• *Mission au Congo : des chantiers nombreux et audacieux*

• *Le Défap au Congo : projets en cours*

Alphonse Loussakou : Il y a un fort développement de nouvelles Églises, dont une majorité sont de tendance charismatique ou pentecôtiste. Dans la seule agglomération de Brazzaville, on trouve pas moins de trois cents dénominations : pratiquement à chaque carrefour, on croise une Église différente. C'est un milieu foisonnant dans lequel il n'est pas facile de se retrouver ; je suis à la tête d'une structure qui est en cours de constitution, une bibliothèque destinée au corps pastoral de l'Église évangélique du Congo, et nous sommes actuellement dans une phase d'identification de toutes ces différentes dénominations.

Devant ce foisonnement, il y a une vraie demande de la part de nos étudiants de revenir aux fondements historiques de notre Église. L'histoire de l'EEC trouve sa source dans les travaux de la Mission évangélique suédoise. On a coutume de faire remonter l'origine de notre Église à l'installation de la première station missionnaire de Madzia, dans le département du Pool. C'est là en effet qu'en janvier 1909, le missionnaire Hammar avait créé le premier poste missionnaire du

Congo-Français. Ce sont les travaux de cette Mission évangélique suédoise qui constituent le sujet de mes recherches actuelles, ainsi que leurs effets économiques et culturels au Congo-Brazzaville. Je m'intéresse tout particulièrement à la figure d'un missionnaire suédois, Westlind Niels, qui a vraiment façonné l'histoire de la mission au Congo. Il y a effectué trois séjours de plusieurs années entre 1882 et 1895. Il était linguiste et a élaboré une grammaire pour la langue kikongo.

Quelles sont les attentes des étudiants en théologie à Brazzaville ?



Alphonse Loussakou place Denfert-Rochereau, à Paris, au dernier jour de son séjour en France, fin novembre © Gérard Banzakassa

Alphonse Loussakou : Ils espèrent l'ouverture d'un département de missiologie au niveau de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville. Pour l'instant, beaucoup d'entre eux suivent des cours dispensés par L'Alliance chrétienne et missionnaire (en anglais : The Christian and Missionary Alliance – C&MA). Un tel département est un vrai besoin chez nous. La venue d'enseignants de France qui ont animé quelques cycles de conférences a été très appréciée. Elle a permis de proposer des perspectives tout à fait nouvelles à nos étudiants ; et aux-mêmes ont pu en profiter pour emmener parfois ces enseignants dans des directions qu'ils n'avaient pas prévues au cours de leurs interventions… Je me souviens par exemple d'une conférence d'Élian Cuvillier, qui s'était retrouvé avec des questions sur l'homosexualité ; il avait alors expliqué la perspective européenne sur ce sujet.

Parmi les perspectives nouvelles qui sont très attendues par nos étudiants, il y a tout ce qui concerne l'histoire des idées. Nous avons souvent tendance, dans nos enseignements, à coller beaucoup plus aux événements ; quand nous recevons un enseignant venu de France, les étudiants ont l'impression de se retrouver soudain dans un cours de philosophie. C'est une approche très stimulante, et qui m'avait frappé déjà lorsque je suivais moi-même des enseignements à Montpellier. Je m'en suis depuis inspiré dans les cours que je dispense à mes étudiants ; par exemple lorsque j'ai évoqué la pensée de Martin Luther à propos de l'histoire de la famille…

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Rencontre avec un boursier du Défap : Eloi Tahina Rakotomahefa

Eloi Tahina Rakotomahefa, venu de Fianarantsoa, à Madagascar, est boursier du Défap depuis 2014. Il fait partie de la FLM (Fiangonana Loterana Malagasy), l'Église luthérienne malgache. Il travaille à une thèse sur la première épître de Paul aux Corinthiens, avec le soutien du Défap. Rencontre et entretien.

Une «session retour» commune Défap – Cevaa – DM

Pendant trois jours, du 30 novembre au 2 décembre 2018, une douzaine d'anciens envoyés du Défap, de la Cevaa et de DM-échange et mission se retrouvent en Suisse pour une rencontre ayant valeur d'expérience : une «session retour» commune. Si l'envoi de personnes est une caractéristique de ces trois organismes, les pratiques et les contextes en sont très différents ; néanmoins, une telle rencontre peut leur permettre à tous trois d'enrichir leurs manières de faire, d'y réfléchir en commun, de s'interroger sur leurs modèles. De comprendre avec les anciens envoyés leur cheminement, et ce qui peut être tiré de cette expérience de l'envoi sur les plans individuel, professionnel et spirituel. Avec des questions qui se recoupent, et notamment celle-ci : comment faire de ces anciens envoyés des témoins de la mission ?



Photo de groupe de la session retour d'octobre 2018 © Défap

La Cevaa et le Défap sont nés en 1971, d'un ancêtre commun : la Société des Missions Évangéliques de Paris (la SMEP), qui avait eu de 1822 à la fin des années 60 une activité missionnaire s'étendant du Lesotho au Togo, de l'Océan indien au Pacifique. DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande et des Églises françaises en Suisse alémanique (la CERFSA) était né quelques

années plus tôt, en 1963. Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. Parmi leurs points communs, l'envoi de personnes. Défap, Cevaa et DM-échange et mission ont donc régulièrement des envoyés présents dans leur réseau d'Églises ; certains de ces envoyés peuvent d'ailleurs parfois être volontaires pour l'un, puis pour l'autre organisme (c'est ce qui s'est déjà produit notamment pour des envoyés ayant la double nationalité française et suisse). Des partenariats peuvent aussi s'établir lors de la formation (des envoyés Cevaa ont pu participer à la formation au départ du Défap). Mais dans ce domaine, les échanges sont restés jusqu'à présent ponctuels. Si elle n'est pas à proprement parler une première, la «session retour» commune qui doit se tenir du 30 novembre au 2 décembre à Longirod, en Suisse, a donc un peu valeur d'expérience.

Il s'agit d'organiser, pendant trois jours, entre des anciens envoyés des trois organismes, un temps commun d'échange et de partage de leurs expériences. De telles «sessions retour» sont régulièrement organisées par le Défap, ainsi que par DM-échange et mission : dans la mesure où

leurs volontaires bénéficient d'un statut reconnu par les pouvoirs publics, ce statut est assorti d'obligations légales. Un «debriefing» en fin de mission fait partie de ces obligations. Le Défap prévoit ainsi un entretien individuel dès le retour de mission de ses VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou de ses services civiques, suivi quelques semaines plus tard d'une session retour commune ; DM-échange et mission reçoit aussi individuellement ses civilistes de retour, qui se retrouveront tous quelques mois plus tard. Pour la Cevaa, qui ne fait pas de l'envoi de personnes depuis un pays en particulier, mais des échanges entre de multiples pays et de multiples Églises, avec des statuts et des contraintes légales très divers, la question de l'opportunité d'une telle session retour se posait autrement. Mais si les pratiques et les cadres légaux diffèrent, d'anciens envoyés peuvent avoir beaucoup à partager ou à apprendre en compagnie d'autres personnes ayant vécu une expérience similaire avec un autre organisme d'envoi ; et les organismes eux-mêmes peuvent y trouver matière à améliorer leurs propres pratiques.

La mission peut-elle encore changer l’Église ?

Pour aller plus loin :

- *Session retour du Défap : l’heure du bilan*
- *Comment préparer «l’après-mission»*
- *Session retour 2018 : prévoir l’atterrissage*
- *Session retour 2018 : les images de la première journée*
- *Session retour 2018 : les images de la dernière journée*
- *Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»*
- *Envoyés : en route pour la session retour !*
- *Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»*
- *Le site de l’Agence du Service Civique*
- *Présentation du Défap par quelques-uns de nos partenaires : France Volontaires…*
- *… et Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.*

L’idée d’une telle session commune est née en 2016, lors d’une rencontre entre les Secrétariats de la Cevaa, de DM-échange et mission et du Défap. Elle a été préparée en collaboration avec

les services chargés des envoyés des trois organismes. Les participants en seront d'anciens envoyés ayant achevé leur mission depuis deux à trois ans – ce qui différenciera cette rencontre des «sessions retour» du Défap et de DM. Ils seront une douzaine, venus du Rwanda, de France, de Suisse, de Madagascar, partis en mission au Maroc, au Togo, ou encore en Haïti ; tous seront logés à la Maison «À l'Ouche», pendant que les séances de travail se tiendront à la salle de paroisse de Longirod. Elles seront animées par Anne-Sophie Macor pour la Cevaa, Gerda Borgeaud pour DM-échange et mission, et Laura Casorio pour le Défap.

Pendant ces trois jours, chacun sera amené à faire une présentation de sa mission, évoquer ce qui a été vécu sur place, avant de parler des conditions de son retour : réadaptation sur place, éventuelle recherche d'emploi… A chaque fois, il s'agira d'envisager pour chacun les effets de l'envoi et du retour de mission, tant sur le plan personnel, que sur le plan professionnel ou spirituel : on rentre nécessairement changé d'une telle expérience. Chacun revient avec une vision du monde qui a évolué ; et parfois avec un regard différent sur sa propre Église. Chacun peut, aussi, avoir des choses à dire à l'organisme qui l'a envoyé ; et

ces organismes peuvent, eux-mêmes, non seulement améliorer leurs pratiques en fonction de ces retours d'expérience, mais aussi tenter d'y réfléchir en commun. L'idée a ainsi été évoquée de créer, à l'occasion de cette session commune, un outil d'amélioration de l'échange de personnes, avec par exemple des fiches rédigées par les participants et à indexer au Manuel de l'envoi Cevaa.

Il s'agira aussi de se pencher sur «l'après» : quelques années après un retour de mission, comment évaluer la «valeur ajoutée» d'un échange, que ce soit pour l'institution qui reçoit, pour l'Église d'accueil, pour l'Église d'envoi, et pour l'envoyé lui-même ? Quel sens en retirent ceux qui en ont été les acteurs ? Est-ce un modèle à faire évoluer ? Et pour les organismes d'envoi, comment faire de ces anciens envoyés de futurs témoins ? Comment leur permettre de devenir, à leur tour, des avocats de la mission ? Au bout du compte, la mission peut-elle encore changer l'Église ?

Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner

Après un tour d'horizon des enjeux et des conditions de la présidentielle malgache, présentation d'un des projets soutenus par le Défap : l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive. Il fait partie des projets tournant autour de l'éducation où travaillent des envoyés du Service protestant de mission. Le point à travers cet article du pasteur Enno Strobel, responsable du service mission de l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), publié dans le dernier numéro de L'Église missionnaire.



Envoyée du Défap à l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive © Enno Strobel pour

L’Église missionnaire

Ambavahadimitafo, quartier sur une des 12 collines de Tananarive, capitale de Madagascar. Situé à proximité du palais de la reine, célèbre emblème de la ville, il y a de l’ombre et de la lumière : une population plutôt «bourgeoise» vivant à côté de personnes extrêmement pauvres.

Il y a une vingtaine d’années, une institutrice de l’école primaire publique du quartier vient voir ses voisines, les sœurs de Mamré, communauté de diaconesses proches de la FJKM (Église réformée de Madagascar). Depuis un certain temps déjà, elle avait remarqué que les enfants avaient l’air de plus en plus fatigués, comme éteints, et ceci pendant les cours et à la récréation. Suite à cela, elle va visiter les familles des enfants, qu’elle trouve dans des situations désastreuses. Elle découvre que bon nombre d’enfants n’a pas un repas par jour, que 7 ou 8 personnes vivent dans des espèces de baraques de 3m². Que faire ?

La première nécessité : nourrir les enfants, pour qu’ils aient la force d’être réceptifs à l’école. L’amorce d’une cantine scolaire est vite donnée. Les sœurs s’engagent à organiser les repas. La paroisse FJKM les soutient, entre autres, en leur mettant à disposition une maison. Aujourd’hui,

une centaine d'enfants reçoivent un repas chaud par jour. Ils sont bien plus à en avoir besoin. Pourtant, c'est bien plus qu'une goutte d'eau dans l'océan !

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Pour aller plus loin :

- *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
- *Madagascar : d'une élection à l'autre*
- *L'enjeu du français à Madagascar*
- *Carnets de route à Madagascar*
- *Madagascar après les «vacances de peste»*

Or, la nourriture seule ne suffit pas pour sortir de l'impasse d'une couche sociale vivant aux limites existentielles en permanence. L'appartenance à cette couche est quasiment bétonnée par le système d'éducation nationale : l'enseignement primaire se fait en malgache, le secondaire en français, sans parler des études supérieures. Mais qui maîtrise suffisamment la langue française pour réussir les examens exigeants donnant accès au secondaire ? Les familles aisées, lettrées. Celles qui se promènent en 4×4. Pas les enfants du chauffeur de

taxi qui conduit une 4L des années 70, qui tombe régulièrement en panne d'essence, parce qu'il ne peut acheter que 2-3 litres de carburant à la fois avec ce qu'il a dans sa caisse *(1)*.

Pour cela, la cantine scolaire devient accueil périscolaire. Deux jeunes services civiques français envoyés par le Défap y sont engagés, à côté d'un animateur malgache (ancien bénéficiaire de la structure) et du cuisinier : aide aux devoirs, améliorer le niveau de français de manière ludique, un peu de loisirs et de distractions, avant de rentrer «à la maison».

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. La détresse est criante, où que vous alliez. Comme dans beaucoup d'autres pays de l'hémisphère sud, ce ne sont pas les moyens qui manquent (terres précieuses, pétrole etc.), mais ils sont dévorés par la corruption et l'enrichissement des dirigeants politiques et économiques du Nord et du Sud. Il ne reste plus grand-chose pour le peuple. Son avenir lui est confisqué. Pourquoi il ne se lève pas pour réclamer ses droits et ses biens ? Parce que la base de toute capacité de résistance à ce niveau est l'éducation, la formation, le savoir nécessaire qui donne l'estime de soi nécessaire pour montrer du doigt l'injustice, pour se

défendre. Investir dans l'éducation et le bien-être de ces enfants est investir dans un avenir meilleur. Goutte à goutte on remplit la cuve !

L'UEPAL soutient la structure aussi via La Cause (projet n° 2018.17 du «carnet de solidarité»).

Enno Strobel pour L'Église missionnaire

1) Le revenu moyen à Madagascar est de 39 euros, le SMIC s'élève à 20 euros. Un litre de carburant coûte 1 euro.

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Madagascar : d'une élection à l'autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y

soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l'éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que peuvent en attendre les Malgaches ?



Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

D'une présidentielle à l'autre, on retrouve la même pléthore de candidats à Madagascar : au premier tour en 2013, ils étaient 34. Pour cette année 2018, 36. Une diversité qui reste surtout de façade : la campagne est dominée de manière écrasante par quelques favoris, tous d'anciens présidents, tous disposant de moyens financiers colossaux, capables de déplacer des foules et de

remplir des stades… sous le regard largement indifférent de la très grande majorité des Malgaches, qui n'envisagent le scrutin qu'à l'aune des troubles possibles, mais n'en espèrent rien. En 2018 comme en 2013, Madagascar reste l'un des États les plus pauvres du monde : il occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. L'écrasante majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour.

Si la situation de l'île a évolué depuis 2013, c'est un changement qui est beaucoup plus visible au niveau des grands indicateurs économiques que dans le quotidien des Malgaches. Le scrutin de 2013 avait représenté une forme de normalisation après plusieurs années d'une crise politique qui s'était traduite par un retrait des

bailleurs de fonds internationaux, plongeant l'économie du pays dans un profond marasme. Depuis le retour à l'ordre constitutionnel, le taux de croissance a rebondi, dépassant les 4% contre une moyenne de 2,7% durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint les 9% en décembre 2017, soit la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Si les candidats à la présidentielle promettent monts et merveilles, pour les Malgaches, se nourrir reste trop souvent la première préoccupation. L'éducation vient loin derrière, et le système éducatif malgache est en outre terriblement inégalitaire ; or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation, et notamment de l'enseignement du français,

sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures.

«Épargnez-nous une nouvelle crise»

Pour aller plus loin :
• *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
• *L'enjeu du français à Madagascar*
• *Carnets de route à Madagascar*
• *Madagascar après les «vacances de peste»*

L'élection présidentielle actuelle est organisée quelques mois après une crise politique qui a fait deux morts. L'opposition dénonçait la volonté du président de la museler. Un gouvernement d'union nationale a été mis en place en juin et permis d'apaiser la situation politique. Depuis, le président Hery Rajaonarimampianina a démissionné, comme le prévoit la Constitution du pays, afin de se consacrer à sa campagne électorale ; il l'a largement axée sur son bilan, évoquant des constructions de routes et d'écoles, tentant

de se démarquer des autres candidats en revendiquant son respect de l'ordre constitutionnel. Il est vrai que les deux autres favoris, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, semblent poursuivre par meetings interposés leur guérilla qui s'était traduite par la démission forcée de Ravalomanana en 2009, lors d'un coup de force de l'armée après de violentes manifestations de rue inspirées par le maire d'alors de la capitale, Andry Rajoelina. Mais plus que ces arguments de campagne, ce qui semble devoir départager les candidats, c'est l'argent investi en émissions, meetings, affiches… Andry Rajoelina dispose ainsi d'une force de frappe importante avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h sur 24 et emploie plus d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand ancien de la politique malgache,

Didier Ratsiraka, tente aussi de se faire entendre. Au cours de ses deux périodes à la tête de l'île (1975-1993 et 1997-2002), il a alterné socialisme à la malgache et libéralisation, avant d'être contraint à céder le pouvoir par Marc Ravalomanana lors d'élections présidentielles dont le second tour n'a jamais eu lieu…



Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons traditionnelles malgaches © Défap

À Madagascar, il n'existe pas de règle d'équité dans la communication politique

lors des campagnes électorales. Celui qui a le plus de moyens pour se faire entendre a donc de bonnes chances d'être élu. En témoigne une étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, financée par l'Union européenne, qui a ressurgi en pleine campagne : bien que datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison, Donald Trump n'avait dépensé «que» 12,6 dollars par voix obtenue lors de la présidentielle américaine, et François Hollande 1,21 dollar lors de la présidentielle française… Aujourd'hui encore, la disproportion des moyens est telle que dans les parties les plus enclavées de l'île, une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient au pouvoir. Derrière, les autres se battent pour exister, entre sous-représentation médiatique et aléas d'un système électoral gangréné par la corruption. Jusqu'à la veille de l'échéance électorale, 27 candidats ont fait le siège de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), pour contester la validité des listes électorales et demander un report du vote. Avec tous les risques d'une nouvelle crise, dénoncés à quelques jours du scrutin par Ketakandriana Rafitoson, directrice de Transparency International à Madagascar : «Si l'on veut éviter les malversations, il ne reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Cameroun : un colloque sur le ministère pastoral féminin

À l'occasion de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, qui s'est tenue du 15 au 24 octobre à Douala, poursuite de notre survol du pays et des activités du Défap. La pasteure

Florence Taubmann, qui fait partie de l'équipe des permanents du Service protestant de Mission, a ainsi participé au cours de l'été à une rencontre organisée par Madeleine Mbouté, doyenne de la faculté de théologie protestante de Ndoungué, sur le ministère pastoral féminin.



La «photo de famille» du colloque, juillet 2018 © Défap

«Ministère pastoral féminin : mimétisme ou vocation divine ?» Tel était le thème de la rencontre organisée fin juillet 2018 par Madeleine Mbouté, doyenne de la faculté de théologie

protestante de Ndoungué (Cameroun). Une cinquantaine de femmes y ont participé, la plupart occupant un poste pastoral, quelques-unes étudiantes et d'autres évangélistes. Des intervenant(e)s ont nourri les discussions à partir d'exposés sur l'Ancien et le Nouveau Testament, mais aussi sur l'histoire et l'avenir du ministère féminin au Cameroun et en France.

Pour aller plus loin :

- *Cameroun : fiche pays et actualités du Défap*
- *Cameroun : la mosaïque des protestantismes*
- *Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa*
- *Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa*
- *Profession : sauveteurs d'hôpitaux*
- *Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires*

Les femmes, qui peuvent entrer dans le ministère pastoral depuis le début des années 2000 au sein de l'Eglise

évangélique du Cameroun, constituent environ 10 % du corps pastoral. Répondant à un questionnaire, elles ont témoigné en général d'une forte conscience personnelle de leur rôle et d'une bonne reconnaissance de leurs paroissiens, même si leurs collègues hommes bénéficient encore d'une prééminence dans l'attribution des postes.

Lors du colloque, la parole a été bien distribuée à l'ensemble des participantes, entre la génération des aînées et celle des plus jeunes, avec un réel désir de transmission. Ont été également abordées des questions d'éthique sexuelle, non seulement autour de problèmes de harcèlement, mais du point de vue de la responsabilité des femmes dans le maintien du respect qu'on leur doit.

Ce colloque a été l'occasion d'envisager de nouvelles rencontres régulières de pasteures et théologiennes, comme il y en avait dans le passé, mais plus depuis un certain temps.

Florence Taubmann